

# Russie-OTAN : la guerre nucléaire est-elle à craindre ?



Vladimir Poutine a franchi un cap supplémentaire, ce mercredi 21 septembre, en évoquant une éventuelle riposte au « chantage nucléaire », selon lui, de ses adversaires.

Avec Alain Rodier

La dernière déclaration du président Vladimir Poutine attire toutes les discussions sur les plateaux de télévisions, dans la presse écrite et parmi le monde politique. Ce babillage général occulte la question majeure : est-on au bord de la guerre nucléaire ?

Pour tenter de répondre à cette question fondamentale, il est utile de tenter de percevoir ce qui est dans la tête des différents dirigeants politiques qui ont la possibilité d'appuyer sur le bouton de l'Apocalypse.

Il faut donc écarter tous les dirigeants et responsables politiques qui n'ont qu'un pouvoir d'influence sur leurs grands alliés mais qui reste extrêmement marginal.

Le premier intéressé est le président Poutine qui, selon certains responsables européens, est totalement « acculé » et donc pas en mesure de déclencher le feu nucléaire...

Il semble que ce constat est totalement erroné. C'est parce qu'il est « acculé » que le président Poutine peut être tenté de déclencher les hostilités comme il l'a démontré précédemment en

envahissant une partie de l'Ukraine parce qu'il se sentait « acculé » par l'OTAN.

S'il prétend vouloir défendre les intérêts des citoyens d'origine russe vivant à l'Ouest (pays Baltes, Pologne, etc.) - ce qui est évidemment qu'un prétexte -, il semble que la vie de ses concitoyens en Russie même n'a pas la même valeur à ses yeux. La survie de sa population ne semble pas avoir le même prix que celle de la « Grande Russie » telle qu'il l'idéalise.

Sur le plan purement technique, il peut être donc tenté non pas d'utiliser pas « l'arme nucléaire » mais « les armes nucléaires ».

Les premières dites « tactiques » seraient employées en salves sur le territoire ukrainien pour inverser le cours de la guerre. Ce n'est pas évident à mettre en œuvre car la doctrine implique que ces tirs qui secouent les forces adverses doivent être ensuite exploités par une charge blindée-mécanisée qui « termine le travail ». L'objectif final consiste toujours à faire sortir de son trou l'adversaire à la baïonnette pour l'obliger à signer la capitulation. Cette tactique est bien connue de l'Armée russe car héritée de l'Armée Rouge qui s'entraînait à conquérir l'Europe en trois jours...

Conscient du fait que cette manière de procéder attirerait de toutes façons des réactions occidentales extrêmement importantes, il peut également se dire que « pour le même prix et à titre d'avertissement », il ne transforme en chaleur et lumière un ou plusieurs nœuds logistiques importants qui approvisionnent l'Ukraine en armements occidentaux, par exemple en Pologne. Le risque est déjà beaucoup plus grand car il y aurait automatiquement des victimes occidentales et certainement des Américains venus aider la résistance ukrainienne.

Et c'est que se pose la question fondamentale que personne ne semble vouloir aborder directement : que feraient les deux seuls responsables occidentaux ayant accès au feu nucléaire, les présidents américain et français (la Grande Bretagne et l'OTAN n'ont pas la « clef » et dépendent pour cela d'une autorisation venue de la Maison-Blanche).

Tous deux savent que s'ils répliquent, même de manière tactique, c'est-à-dire en bombardant les regroupements militaires russes engagés en Ukraine (et en tuant aussi collatéralement des citoyens ukrainiens), automatiquement une riposte russe d'un niveau supérieur aura lieu, par exemple en atomisant des groupes navals en Méditerranée.

L'enchaînement apocalyptique semble alors inévitable se terminant par des tirs pudiquement appelés « anti-cités » mais qui impliquent la disparition d'une partie des grandes agglomérations et de leurs habitants dans les deux camps.

Il est donc vraisemblable que les États-Unis et la France ne réagiront pas de manière apocalyptique à des frappes nucléaires russes tant que leurs « intérêts vitaux » ne seront pas directement menacés. Mais le problème avec une force de dissuasion, c'est que le seuil de sa mise en œuvre reste secret. Seul les présidents américain et français savent quand il doivent la mettre en œuvre.